

ÉBAUCHE

Hypothèses de départ *

Cadre de recherche portant sur le projet d'une Assemblée nationale de l'Acadie Commission sur la gouvernance – mai 2020

Modèle proposé : l'autonomie gouvernementale * accordée à une administration acadienne disposant de différents pouvoirs pour veiller aux intérêts propres du peuple acadien habitant le Canada atlantique. Implique une délégation de pouvoirs et de moyens des provinces adhérentes * à une Assemblée nationale de l'Acadie (ANA) constituée pour ces fins, avec des transferts financiers * négociés par domaine de compétence. Cette ANA n'aurait aucun pouvoir de taxation *.

Domaines de compétences : à intégrer dans le cadre du projet de recherche – l'identification des domaines de compétences nécessaires ou souhaitables pour assurer la pérennité de la vie française en Acadie *. Préciser ensuite les mécanismes permettant à ces domaines de compétences d'être gouvernés ou administrés avec succès par l'Assemblée nationale de l'Acadie, ses départements, ses agences et ses commissions (les projets de lois, la structure, le financement, autres).

Modèles comparés : le projet de recherche intégrera dans l'analyse au moins trois modèles * d'autonomie gouvernementale en place, au Canada atlantique ainsi qu'à l'international, jugés pertinents pour l'Acadie dans le cadre de cet exercice :

- L'Assemblée nationale du Nunatsiavut (Nun-CA);
- Le gouvernement de la Communauté germanophone de Belgique (Ger-BE); et
- La province autonome d'Åland et les communes suédophones de Finlande (Sue-FI).

Modèle	Population (2019)	Superficie (km2)	Capitale législative	Nombre de représ. élus	Mandats (ans)
Nun-CA	7,200	72,520	Hopedale	16	4
Ger-BE	78,000	854	Eupen	25	5
Sue-FI	30,000 -290,000	1582 -16,000	Åland	-	-

<i>Acadie</i>	250-400,000 *	25-30,000 *	À déterminer	14-28 *	4 *
---------------	---------------	-------------	--------------	---------	-----

Accord d'autonomie gouvernementale : à rédiger * dans le cadre du projet de recherche.

Mode de gouvernement : modèle de gouvernement de consensus * à préciser.

Démocratie directe : modèle de démocratie directe * (plébiscites ou référendums) à préciser.



ASSEMBLÉE NATIONALE DE L'ACADIE

Système électoral : à suffrage universel *, avec des représentants élus aux quatre ans * par les Acadiens et francophones résidents en Acadie * (modèle élections des conseils d'éducation).

Représentants de régions : de sept à 14 régions * (par étape possiblement en commençant par les sept régions de l'Acadie du Nouveau-Brunswick – à préciser par la *Commission sur le territoire et la toponymie*) équitablement ou également représentées * à l'ANA. Nombre de représentants élus par région à déterminer. Responsabilités des représentants, rôles de porte-paroles (des Départements, Agences et Commissions), pouvoirs et rémunérations à préciser.

Présidence de l'Assemblée nationale : élu par les représentants * pour des termes renouvelables de deux ans *, porte-parole de l'ANA *, veille au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale et du Secrétariat, autres responsabilités à préciser.

Capitale législative et siège administratif : à intégrer dans le projet de recherche sur l'ANA, l'importance de doter l'Acadie d'une capitale législative et d'un siège administratif *. En d'autres mots, un symbole physique et tangible de cette assemblée et de son administration. Recommander également un processus de sélection * menant à la création de la capitale et du siège administratif.

Régions administratives : parmi les objectifs du projet de recherche, identifier des solutions permettant aux régions acadiennes de disposer d'un maximum d'autonomie et de pouvoirs *. Ceci dans le but de favoriser la prospérité régionale et d'assurer la pérennité de la vie française dans l'ensemble des régions acadiennes de l'atlantique.

Piste de recherche : la recommandation d'un modèle d'administration régionale * apte à servir les régions acadiennes au 21^e siècle (ex. modèle des MRC au Québec, autres).

Langues officielles : le respect des articles de la Loi sur les langues officielles (N.-B.) * dans l'exercice de livraison des services de l'ANA.